



Conseil économique et social

Distr. générale
18 août 2017
Français
Original : français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2018

29 janvier-7 février et 23 février 2018

Rapports quadriennaux pour la période 2013-2016 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association togolaise d'étude de recherche et d'appui au développement humain durable . . .	3
2. Autre vie	4
3. Benin Environment and Education Society	6
4. Carré géo et environnement	7
5. Centre africain de recherche industrielle	9
6. Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles	11
7. Centres d'accueil de l'espoir	12
8. Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies	14
9. Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme	16
10. Femmes autochtones du Québec	17
11. Fondation pour la promotion de la santé et le développement de la recherche	19

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Fondation pour les études et recherches sur le développement international	20
13. Fondation Surgir	22
14. Genève pour les droits de l’homme : formation internationale	24
15. Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding	25

1. Association Togolaise d'Etude de Recherche et d'Appui au Développement Humain Durable (A.S.T.E.R.A.D.H.D.)

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

En août 2013, le Conseil Economique et Social des Nations Unies a doté l'ONG « Association Togolaise d'Etude, de Recherche et d'Appui au Développement Humain Durable » (A.S.T.E.R.A.D.H.D.) du statut consultatif spécial.

Objectifs

L'A.S.T.E.R.A.D.H.D. a pour but de promouvoir un développement humain durable en vue de la réduction de la pauvreté pour améliorer les conditions de vie socio-économiques et culturelles des populations, tout en respectant l'environnement. Elle a pour objectifs de renforcer les capacités des membres et des populations à la base; assurer la protection de l'environnement, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, la protection du patrimoine génétique, l'assainissement et la fourniture d'eau potable, et la lutte contre la désertification; la conservation de la biodiversité; l'énergie renouvelable, la formation, l'éducation, la culture, le sport et les loisirs; la scolarisation des filles en difficulté, des enfants démunis et vulnérables au VIH/Sida, l'assistance aux personnes âgées; l'auto-promotion de la femme; le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les échanges culturelles entre les jeunes, le volontariat et les stages; la production, la transformation, la conservation, la consommation locale et la commercialisation des produits agricoles biologiques locaux; lutter contre les IST-VIH/SIDA, les maladies opportunistes et promouvoir la vaccination; la démocratie locale et la bonne gouvernance; et protéger les droits humains et surtout de la femme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ONG A.S.T.E.R.A.D.H.D. a servi de pont entre les populations à la base et l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et à présent des Objectifs du développement durable (ODD) en partageant avec ses populations cibles les informations qu'elle y reçoit, entre autres le rapport sur le développement humain durable 2014 de l'ONU qui parle de pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience; du rapport 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement qui met l'accent sur les expériences; et les données des efforts entrepris en vue de réaliser les OMD et souligne de nouveaux progrès. L'organisation a communiqué sur le Rapport économique sur l'Afrique 2016 de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) : Vers une industrialisation verte en Afrique. L'ONG travaille sur le rapport sur les objectifs de développement durable 2016.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ONG est le point focal des organisations de droits de l'homme qui travaillent avec le Haut Commissariat des droits de l'homme (HCDH). Elle jouit d'une relation avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par le biais du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). L'ONG a aussi une relation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture (l'UNESCO) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, par le biais de son appartenance à la plateforme des Organisations de la Société Civile SIDA des Plateaux.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

En 2012-2014, AS.T.E.R.A.D.H.D. a réalisé un projet intitulé "Adaptation des systèmes de production agricole du canton de Lavié Huimé aux phénomènes des changements climatiques" avec le financement du Programme de Micro Financements (PMF) du FEM; dans le canton de Lavié, la Préfecture de Kloto, la Région des Plateaux, Togo. Avec l'appui financier de AS.T.E.R.A.D.H.D. France, l'ONG a soutenu 45 élèves dans leur scolarité, de 2013 à 2016. L'organisation joue le rôle d'Organisation des Droits de l'Homme et c'est à ce titre qu'elle participe aux élections en tant qu'observateur dans le compte du HCDH. Elle fait également de la sensibilisation dans le cadre du mainstreeming Sida. AS.T.E.R.A.D.H.D. encadre des groupements de femme en les formant aux activités génératrices de revenu à Tové, Lavié, Kussuntu et à Tsamé dans la préfecture de Kloto.

2. Autre Vie

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Autre Vie est une organisation de développement du droit béninois à vocation nationale ayant un accord-cadre avec la République du Bénin. Elle a pour vocation d'intervenir en tout moment et en tout lieu lorsque la dignité, l'intégrité ou le bien-être physique ou moral des enfants, des jeunes et des femmes sont menacés. Depuis 1996, Autre Vie développe des actions en faveur des communautés se trouvant dans une situation de pauvreté, de précarité, de discrimination ou d'exclusion.

Objectifs

Autre Vie a pour but de contribuer aux objectifs de développement local, national, régional et international qui aident les filles, les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes à s'épanouir, à gagner leur vie, leur droit, leur indépendance et le respect dans un environnement développé et sécurisé. Autre Vie a ciblé 6 domaines d'intervention comme priorité programmatique : santé communautaire, eau, hygiène et assainissement; droits humains et protection; changements climatiques et sécurité alimentaire; éducation et alphabétisation; autonomisation communautaire et développement de l'économie locale; et renforcement de capacité.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Autre Vie à mis en œuvre les projets suivants en contribution au travail des Nations Unies:

- Le projet ECOTOUS (Tous à l’Ecole) a favorisé l’accès à l’éducation de qualité à 2,300 enfants au Bénin;
- Le projet d’alphabétisation et d’éducation des adultes a favorisé l’alphabétisation en langue nationale de 2,800 hommes et femmes âgés de 14 à 45 ans;
- L’initiative de promotion de la santé reproductive des jeunes et adolescents y compris le planning familial a impacté 3,070 femmes avec 370 nouvelles demandes satisfaites;
- La mise en place de 34 cellules citoyennes de femmes pour l’action publique et renforcement de capacité de 374 femmes membres des Organisations de la Société Civile (OSC) sur le leadership féminin;
- Un appui à la promotion de la santé maternelle, infantile et nutritionnelle, améliorant la situation nutritionnelle de 6,125 enfants âgés de 0 à 59 mois;
- La promotion des latrines à base de matériaux locaux pour l’hygiène et l’assainissement de base dans 131 localités rurales avec l’appui du Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF);
- La célébration de la journée mondiale de l’hépatite les 28 juillet 2015 et 2016 en collaboration avec l’Organisation mondiale pour la Santé (OMS) Bénin;
- Mise en œuvre du Projet d’Appui au Développement de l’Economie Locale (PADEL) depuis 2014;
- Appui à la mise en œuvre d’une initiative de reboisement des berges lagunaires avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Bénin. Ce projet a aidé à reboiser près de 18 hectares;
- Promotion des jardins potagers et de l’élevage au sein des communautés pour l’appui à la sécurité nutritionnelle des enfants âgés de 0 à 59 mois;
- Contribution à la promotion des ampoules économiques et la promotion des énergies propres de cuisson avec l’invention des CUISEUR SOLAR MIVO pour les besoins de cuisson avec l’appui du PNUD;
- Développement de campagne contre la violence faite aux femmes et aux filles; et
- La distinction honorifique des défenseurs des droits de l’enfant et de la femme en Afrique par initiative les « Trophées verres ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L’organisation a mis en œuvre l’Approche Totale Pilotée par les Communautés (ATPC) pour la promotion de l’hygiène et de l’assainissement de base dans 150 localités de la commune de Kandi au Bénin avec l’UNICEF. Elle a signé un mémorandum avec l’UNICEF pour contribuer à la mise en œuvre de son plan de coopération 2014-2018 avec le Bénin. Elle a signé un mémorandum avec le PNUD pour la mise en œuvre des initiatives de sauvegarde et de protection de la

biodiversité et d'adaptation aux changements climatique. Elle a collaboré avec le PNUD pour la mise en œuvre du projet de reboisement des berges lagunaire au Bénin dans les communes d'Akpro-Misséré et Dangbo.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Autre Vie a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de par ses programmes et initiatives de projets cités dans le rapport.

3. Benin Environment and Education Society

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Benin Environment and Education Society (BEES) est une organisation non gouvernementale d'écologie et de développement durable de droit béninois. Elle participe à la promotion et à la gestion intégrée des ressources naturelles et à l'intégration des changements climatiques dans les politiques et programmes de développement au Bénin, en particulier, et en Afrique en général.

Objectifs

La finalité des actions de BEES est de promouvoir le développement durable par la protection et la conservation de la biodiversité pour le bien être des populations locales, à travers des actions financièrement durables et écologiquement et culturellement responsables. La méthodologie mise en œuvre par BEES ONG pour atteindre ses objectifs consiste à mener des actions pour la gestion durable des ressources naturelles, notamment les ressources en eau, les ressources forestières, et des autres écosystèmes sensibles; promouvoir l'éducation, l'information et la sensibilisation grâce à des activités de sensibilisation du grand public, à des interventions en milieu scolaire, à la diffusion d'outils pédagogiques, etc., sur les zones humides pour l'intérêt de la conservation et de l'utilisation communautaire; promouvoir l'écotourisme en tant que moyen de conservation de la nature et alternative à la surexploitation des ressources naturelles; contribuer au développement économique et social des populations locales; et mobiliser des ressources financières pour impulser des études et des activités pour la diffusion des connaissances scientifiques sur les zones humides du Bénin.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Plusieurs projets ont été exécutés par BEES pour soutenir le bien être social et le développement intégré durable des communautés, entre autres :

- La conservation et valorisation des oiseaux d'eau et de leurs habitats dans le site Ramsar 1018;
- L'appui au développement local et à la protection de l'environnement de la région du LacNokoué à travers l'écotourisme;
- L'intégration de l'Adaptation Basée sur les Ecosystèmes (ABE) dans la planification dudéveloppement dans l'espace de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); et

- La responsabilité sociale et environnementale des entreprises du Bénin à l'époque des changements climatiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Du 10 au 14 février 2013, à Nairobi, Kenya, TUNZA du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a rassemblé plus de 300 jeunes venus de 100 pays, dont le Bénin représenté par BEES, pour de l'échange d'information et du réseautage autour du thème « La jeunesse pour le développement durable ». BEES ONG a pris une part active à la définition de la contribution du Bénin en prélude à la COP 21 de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique. De ce fait, l'organisation a fait parti de la délégation béninoise à la COP 21 qui s'est tenue à Paris, France, du 30 Novembre au 12 Décembre 2015 mais également à la COP 22 à Marrakech, Maroc, en Novembre 2016, pour défendre avec les autres délégations la position de l'Afrique. Par ailleurs, BEES est accrédité Fond Vert pour le Climat (FVC) depuis octobre 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a permis de mettre en place depuis 2014 la plateforme des réseaux d'ONG en environnement au Bénin (PRO Environnement) présidée par BEES. La coopération entre Pro Environnement et le PNUD a permis d'organiser la « Troisième Conférence Ouest Africaine de l'Agriculture Écologique et Biologique » sur l'Institutionnalisation de l'Agriculture Écologique et Biologique en Afrique de l'Ouest dans le contexte des Changements Climatiques du 26 au 29 Août 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

BEES a soutenu l'atteinte des OMD au Bénin, notamment l'objectif 7 à travers l'initiative "100 Millions d'arbre" du programme Environnement Online (ENO), qui a permis de réhabiliter 60 hectares de mangrove au Bénin. Et toujours dans le cadre de l'atteinte de l'objectif 7, BEES a conduit le plaidoyer climatique pour la prise en compte effective de l'ABE dans les politiques et programmes des pays de la CEDEAO.

4. Carre Geo & Environnement

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Crée en 2004, par des étudiants de l'université de Yaoundé 1 au Cameroun, et légalisée en 2009, Carre Geo & Environnement est une organisation de défense de l'environnement qui travaille sur les questions de changement climatique. Sa mission est de contribuer à une meilleure compréhension et à une prévention efficace des phénomènes qui impactent les équilibres fondamentaux de la planète.

Objectifs

Plus spécifiquement, Carre Geo & Environnement mène des activités au niveau local, national et international, dans le but de contribuer à une meilleure prise en compte du changement climatique dans la définition et la mise en œuvre des enjeux de développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En mai 2013, l'organisation a contribué à la définition et l'adoption de l'agenda de développement 2030, via l'élaboration de l'objectif de développement durable (ODD) 13. En effet, l'organisation a œuvré à l'élaboration de la recommandation relative au climat, dans le cadre des consultations nationales post 2015 au Cameroun.

En 2015, elle s'est investie dans la préparation et le succès de la 21ème conférence de l'ONU sur le climat, via notamment l'organisation d'un atelier de formation des élus locaux de Douala sur l'appropriation locale du processus d'élaboration de la contribution prévue déterminée au niveau national du Cameroun, 2-4 septembre 2015. L'organisation a participé à l'élaboration et la remise des recommandations de la société civile africaine aux élus français lors d'une rencontre organisée le 17 avril 2015, à l'assemblée nationale française. Carre Geo & Environnement a participé à la mobilisation autour de la COP21, tout en plaçant ce qu'elle serve d'opportunité pour approfondir les discussions sur la notion de réfugié climatique, notamment lors des rencontres de la société civile internationale, du 13-14 juin 2015 et celle du 2-4 octobre en France. Enfin, l'ONG a tenu et animé un stand du 30 novembre au 12 décembre 2015 dans la zone verte de la COP21. Lors de la 22ème conférence de l'ONU sur le climat, elle a animé 2 stands (zone bleue et verte), où elle a présenté au public ses solutions de lutte contre le réchauffement climatique. Carre Geo & Environnement a également organisé un événement parallèle, sous le thème « Atténuer l'impact du changement climatique sur les populations vulnérables et éliminer la discrimination raciale dans la mise en œuvre des projets et programmes liés aux énergies renouvelables en Afrique ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Carre Geo & Environnement a participé aux réunions suivantes :

- Atelier national relatif aux consultations nationales sur l'agenda de développement post 2015 au Cameroun, sous le thème « le futur que nous voulons », Yaoundé, Cameroun, 28-29 avril 2013;
- 19ème Conférence de l'ONU sur le climat, Varsovie, Pologne, 30 novembre - 13 décembre 2013;
- Intersession des négociations climat, Bonn, Allemagne, 19-23 octobre 2015;
- 21ème Conférence de l'ONU sur le climat, Paris, France, 30 novembre - 12 décembre 2015;
- Intersession des négociations climat, Bonn, Allemagne, 16-26 mai 2016;
- Réunion d'experts sur le changement climatique et les droits humains, Genève, Suisse, 6-7 octobre 2016; et
- 22ème Conférence de l'ONU sur le climat, Marrakech, Maroc, 7-18 novembre 2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

A la faveur de l'Objectif de développement durable (ODD) 13, Carre Geo & Environnement a initié en 2013 un plaidoyer pour l'intégration du changement climatique dans les plans communaux de développement au Cameroun. Le plaidoyer visait à promouvoir l'intégration de la contrainte climatique dans les politiques de développement. Il a abouti à l'élaboration d'une publication qui sert à acter le climat dans les plans communaux de développement. Conformément à l'ODD 7, l'organisation mène depuis mai 2014 des activités pour l'adoption et la mise en application d'une loi spécifique sur les énergies renouvelables au Cameroun. Le plaidoyer vise le développement massif des énergies renouvelables au Cameroun. Il a abouti en novembre 2014 à la validation de l'avant-projet de loi portant promotion et développement des énergies renouvelables au Cameroun. L'avant-projet de loi a été utilisé comme document de référence pour l'élaboration de la Contribution Prévue Déterminée au niveau national du Cameroun. Cette activité est également rattachée à l'ODD 8 car la vulgarisation des énergies renouvelables, en impliquant les communautés locales, permettrait d'endiguer le chômage et la pauvreté qui touchent la jeunesse camerounaise.

5. Centre Africain de Recherche Industrielle (CARI)

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

Le Centre Africain de Recherche Industrielle (CARI) est une société savante spécialisée dans l'application de la science et de la technologie aux questions de développement. Sa mission consiste à produire la pensée scientifique et doctrinale pour éclairer et orienter les actions des agents du développement vers le progrès. Les résultats des recherches du CARI sont publiés dans des ouvrages scientifiques et destinés à tout le public intéressé aux problèmes de développement.

Objectifs

Le but poursuivi par le CARI est d'orienter les actions des agents du développement vers le progrès. La finalité est la réalisation du développement des peuples à travers la mise en œuvre des projets de développement par des voies saines. L'activité principale est la recherche et la publication des résultats de la recherche. D'autres activités transversales sont la formation et le renforcement des capacités.

Changements à signaler

Le Centre Africain de Recherche Industrielle est devenu le Centre Africain de Recherche Interdisciplinaire, gardant le même sigle « CARI ». Le CARI a étendu ses domaines de recherche de l'industrie aux problèmes sociaux, politiques, économiques et la résurgence des problèmes environnementaux, le changement climatique et la problématique du développement durable. A travers ce rapport, CARI sollicite la reclassification au statut général pour ses innombrables contributions au travail du Conseil Economique et Social ainsi que des autres organes de l'ONU.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le CARI a contribué au travail des Nations Unies à travers les activités suivantes :

- Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l’homme (Haut Conseil des droits de l’homme);
- Les effets négatifs de non rapatriement des fonds d’origine illicite dans les pays d’origine sur la jouissance des droits de l’homme et l’enjeu de l’amélioration de la coopération internationale par le Comité consultatif du Conseil des droits de l’homme;
- Communication écrite sur le thème « Enrichissement de la base des données démographiques utilisée pour le programme de développement Post 2015 », 49ème session de la Commission de la population et du développement, 11-15 avril 2016, New York, Etats-Unis;
- Communication écrite sur le thème « Repenser le développement social dans le monde contemporain », soumise lors de la 49ème session de la Commission du développement social en 2016;
- Etude intitulée « Financer les investissements pour un développement durable », commandée par le bureau des Nations Unies pour le commerce et le développement (UNCTAD);
- La gestion de la transition des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs de développement durable (ODD) sous les auspices du Conseil Economique et Social;
- Réponses au Questionnaire - Critical milestones towards a coherent, efficient, and inclusive follow-up and review of the 2030 Agenda at the global level;
- Interaction entre société civile et institutions multilatérales;
- Les formes contemporaines de la servitude pour dette soumise à la rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d’esclavagisme (Haut Conseil des droits de l’homme);
- Communication écrite lors de la 16ème session du Comité des Experts sur l’Administration Publique (CEPA) 16: « Ensuring effective implementation of the Sustainable Development Goals: leadership, actions and means », sous-thème « Understanding the needs of local authorities and communities and supporting and equipping them for the implementation of the Sustainable Development Goals »; et
- Communication écrite lors de la 55ème session de la Commission du développement social sous le thème « Les stratégies pour l’éradication de la pauvreté en vue de réaliser le développement durable pour tous ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L’organisation a participé à la 60ème session de la Commission de la condition de la femme organisée par l’Entité des Nations unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes (ONU Femmes), 14-24 Mars 2016 sous le theme: « Women’s empowerment and its link to sustainable development ».Commission de la condition

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Aucune information fournie.

6. Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF)

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Le Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF) a été fondé en 1972 à l'initiative de l'Etat français.

Objectifs

Le CNIDFF est un relais essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Changements à signaler

Le Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles a adopté de nouveaux statuts en juin 2016 et est devenu « Fédération Nationale des CIDFF ».

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2013, l'ONG a organisé des assises « Genre, précarité et solidarités » pour le réseau des CIDFF. La question de la précarité des femmes a permis d'analyser les actions solidaires apportées par les pouvoirs publics, les associations et les femmes elles-mêmes. Elle a organisé un séminaire dans le cadre d'un projet européen « Stop Vi.E.W » (Stop Violence éainst Elderly Women). L'objectif était de sensibiliser le public aux violences faites aux femmes âgées. Il a rassemblé six pays: Italie, Espagne, Portugal, Bulgarie, Slovénie et France.

Le CNIDFF a organisé une conférence de presse réunissant six associations nationales travaillant autour des violences à l'encontre des femmes. L'objectif était de dénoncer et sensibiliser aux formes particulières de violences subies par les femmes issues de l'immigration : mutilations sexuelles, polygamie, mariages forcés, crimes d'honneur et prostitution.

En 2014, l'ONG a signé les 7 engagements en faveur de l'entrepreneuriat féminin, afin de faire connaître le réseau des CIDFF comme lieu de ressources pour les femmes rencontrant des freins à la recherche d'emploi ou à la création d'activité. Elle a accueilli des délégations étrangères sur le thème de la lutte contre les violences faites aux femmes (Paraguay, Maroc, Centrafrique); l'évolution des droits des femmes (Qatar); et la promotion des femmes et du genre (Burkina-Faso, Tunisie).

En 2015, l'organisation a tenu des séminaires sur la mixité professionnelle et sur le soutien à la parentalité. Elle a créé de nouveaux supports de communication dans le cadre du plan de lutte contre harcèlements, violences et agressions sexuelles adopté par le ministère français de la défense; sur l'égalité des droits entre les femmes et les hommes en France; sur l'accès aux droits pour les femmes primo-arrivantes et sur la promotion et l'accompagnement à l'emploi et à l'égalité professionnelle. Elle a accueilli une délégation chinoise (ville de Guangzhou),

l'association de défense des droits des femmes tanzaniennes et une délégation de la présidence de la République gabonaise. Finalement, elle a effectué une audition sur l'évaluation du 4ème plan interministériel de lutte contre les violences faites aux femmes (2014-2016).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le CNIDFF a participé aux réunions suivantes :

- 57ème session de la Commission de la condition de la femme;
- 58ème session de la Commission de la condition de la femme;
- 59ème session de la Commission de la condition de la femme. L'organisation était présente aux réunions suivantes : Commission on the status of women: sexuality and education; Women and extremism in the name of God, Unlimited potential: business partners for gender equality organisé par Women's empowerment principles (Weps); Violence against women and girls online; Gender inequality and climate change: how to tackle a double injustice; and Results of commission on the status of women;
- 60ème session de la Commission de la condition de la femme, pendant laquelle elle a présenté les engagements du CNIDFF dans le domaine des violences sexistes en présence de la Ministre des Familles des Droits des Femmes et participé à l'événement organisé par « Regards de Femmes » : Déclaration des naissances : préalable indispensable à l'autonomisation des femmes et « Réfugiées et déplacées, victimes des groupes terroristes : femmes et filles face à un continuum de violence et d'exploitation sexuelles ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Le CNIDFF soutient les objectifs du Millénaire pour le développement par la sensibilisation, la mobilisation et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des domaines d'intervention du réseau des CIDFF : accès aux droits; lutte contre les violences faites aux femmes; emploi et création d'entreprises; vie familiale et parentalité; santé; éducation et citoyenneté. Dans ce cadre, les demandes d'information du public (en particulier des femmes) sont en constante augmentation : 918,882 demandes d'information en 2013, contre 940,291 en 2016. L'accueil des femmes victimes de violences est aussi en évolution : de 48,251 femmes en 2013 à 60,167 femmes en 2016.

7. Centres d'Accueil de l'Espoir, Les (CAES)

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Les Centres d'Accueil de l'Espoir (CAES) sont une association présente sur le terrain depuis 27 ans, la première au Cameroun à obtenir le statut d'ONG le 8 juillet 2003. Elle a obtenu son statut d'association reconnue d'utilité publique le 23 mars 2006 et le statut consultatif spécial auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies le 7 août 2009. La prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) et du VIH/SIDA, la promotion du planning familial,

l'encadrement des Orphelins du SIDA et Enfants Vulnérables (OEVs) et la lutte contre la pauvreté constituent le cheval de bataille des CAES.

Objectifs

Les buts de l'association sont d'assurer en aval l'encadrement, la réinsertion sociale et l'insertion socioprofessionnelle des OEVs; éduquer et sensibiliser en amont les populations vulnérables des communautés pauvres pour la prévention des IST/VIH/SIDA et les maladies opportunistes liées au VIH/SIDA, vulgariser le Planning Familial, et depuis 2012, promouvoir la Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant du VIH.

Les objectifs opérationnels sont ciblés en six grands axes : Encadrement des OEVs au Centre d'Accueil Temporaire d'Efoulan et dans les familles d'accueil et d'origine; Réinsertion sociale et insertion socioprofessionnelle des OEVs; Vulgarisation du planning familial pour défaire le lit de la pauvreté; Mobilisation des communautés pauvres pour la prévention des IST/VIH/SIDA et maladies opportunistes; Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant du VIH; Capacitation socioéconomique des OEVs et leurs familles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association est régulièrement invitée à partager son expérience aux réunions organisées par le gouvernement. Par exemple, le 27 février 2017, sous l'invitation du Ministère des Relations Extérieures (MINREX, Direction des Nations Unies et de la Coopération Décentralisée), l'association a pris part à la réunion de lancement des activités de la plateforme de collaboration MINREX/Société Civile avec comme objectifs, entre autres: Suivre de façon efficace les activités des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et Organisations de la Société Civile (OSC); et Faciliter l'implication et l'intervention des associations dans leur rôle de membre consultatif sur la scène internationale selon les thématiques développées.

Par ailleurs, l'association assiste généralement à toutes les invitations des agences des Nations Unies sur place pour le partage des expériences et diverses contributions. En l'occurrence, le 12 août 2016 elle a assisté en qualité d'observateur à la première consultation technique sur le thème « Mobilisation des ONGs pour accélérer la riposte (FAST TRACK) » organisée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'association coopère beaucoup avec les organes des Nations Unies et plus particulièrement avec l'ONUSIDA à travers le Ministère de la Santé. Le dépistage volontaire proposé systématiquement aux populations cibles a été institué par instruction de l'Organisation mondiale pour le Santé (OMS) via le Ministère de la santé comme moyen efficace de réduction de la prévalence du VIH/SIDA.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

En ce qui concerne l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 1, l'association prend en charge cinquante OEVs chaque année, forme aux métiers agro-sylvo-pastoraux et insère douze jeunes orphelins devenus très tôt chefs de familles et autres enfants vulnérables non seulement pour leur autonomisation mais aussi pour la production des ressources utiles aux populations pauvres et vulnérables. En ce qui concerne les OMD 4,5 et 6, l'association contribue à travers l'éducation et la sensibilisation contre les IST/VIH/SIDA, les autres maladies opportunistes liées au VIH/SIDA; la Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant du VIH; et la promotion du planning familial. Depuis le 4 février 2016, pour la réduction effective de la prévalence du VIH/SIDA, l'association a introduit dans ses activités des campagnes de santé un dépistage volontaire et gratuit au VIH/SIDA. Les personnes dépistées séropositives sont orientées auprès des Unités de Prise en charge (UPEC) des Districts de santé avec lesquels l'organisation a signé des conventions de collaboration et au sein desquels les séropositifs sont sensibilisés à y rester.

Par ailleurs, l'association a créé le Centre de Promotion des Activités Socio Économiques (CEPASE). L'ONG a établie des partenariats multiples avec des écoles de renom créées par le gouvernement pour les métiers agro-sylvo-pastoraux en l'occurrence l'École Pratique d'Agriculture de Binguela (EPAB).

8. Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Le Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies, créé en 1948, regroupe une centaine d'ONG pour la liaison et l'information des Nations Unies.

Objectifs

Les objectifs du comité sont de diffuser la pensée et les travaux de l'ONU et de ses institutions spécialisées et faire connaître les besoins des peuples et apporter des suggestions à l'ONU.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le comité a contribué de la manière suivante aux activités des Nations Unies :

- Débat sur les violences faites aux femmes et aux enfants au Barreau de Paris, France, 21 novembre 2013;
- Lettre ouverte au Président Obama pour inciter les Etats-Unis à ratifier la Convention des Droits de l'Enfant, mars 2014;
- Lettre au Premier Ministre de la République Centrafricaine le 2 mai 2014, proposant l'aide du Comité pour la protection des femmes et des enfants menacés par le conflit et intervention; et auprès de la Secrétaire d'Etat à la

Coopération et du Président de la République Française, sollicitant l'engagement de la France en Centrafrique pour éviter un génocide;

- Lettre ouverte aux institutions pour s'opposer à la transcription dans l'Etat Civil d'une gestation par autrui (G.P.A) régularisée à l'étranger, 30 juin 2015;
- Appel aux candidatures visant des femmes d'expérience pour participer à des missions de maintien de la Paix en 2015;
- Courrier au Président du groupe d'amitié France-Pays de la Corne de l'Afrique (Sénat) et France-Erythrée (Assemblée Nationale) attirant leur attention sur la situation en Erythrée, 24 mai 2016;
- Conférence Convention Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) – Conseil supérieur du notariat (CSN) du 4 juillet 2016 sur les Enfants sans Identité, Maison de l'Europe, Paris, Novembre 2016.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association a participé aux réunions suivantes :

- La journée de l'ONU à Bruxelles, Belgique, à l'invitation du Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale (UNRIC), 20 octobre 13;
- Colloque au Ministère des Affaires Etrangères et participation à l'ensemble des célébrations du 70ème anniversaire de l'Association française pour les Nations Unies, 24 octobre 15;
- Signature d'un protocole d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union Internationale du Notariat (UINL) pour la mise en œuvre des régimes fonciers, 8 janvier 2016; et
- Forum International des ONG de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur le rôle des femmes dans la lutte contre la pauvreté, 29 juin 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Comité a participé aux commémorations de l'UNESCO des 60 ans d'amitié entre la France et le Japon, 16 mai 2014, ainsi qu'aux Semaines sociales de France UNESCO, Porte de la Villette, Paris, 2-4 octobre 2015 et 19-20 novembre 2016. Il a de plus participé à la Conférence Internationale sur l'Identification des Personnes, avec la Banque Mondiale et le Conseil Supérieur du Notariat, 21 septembre 2016.

Le comité a invité des représentants des Nations Unies lors de ses Assemblées Générales: le Général COT, commandant la force de protection des Nations unies FORPRONU, le 20 juin 2013; Cyril Ritchie, Président réélu de la Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO) et l'Ambassadeur Sotiris Varouxakis, ancien S.G.A. de l'Union pour la Méditerranée, 19 juin 2014; et le Général Amine Cisse, Représentant spécial des Nations Unies, en Juin 2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Certaines initiatives de l'association sont indiquées ci-dessous :

- Constat d'Arrêt du projet de la « Grande Muraille verte » pour des raisons de sécurité, sauf dans sa partie sénégalaise où elle progresse, février 2013;

- Célébration de la Journée des Droits de la femme à la maison du Barreau, 8 mars 2013;
- Participation à la cérémonie d'ouverture des Jeux de la Francophonie à Nice, France, 7 septembre 2013;
- 70ème anniversaire des Nations Unies, pendant lequel le Comité a remis 10 Prix du Civisme et Santé à la SACEM, 14 décembre 2015;
- 60 conférences sur l'Etat du Monde organisées par l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), intitulées « Géopolitiques de Nantes », et qui ont été clôturées par le Ministre des Affaires Etrangères, ont été diffusées par le Comité aux ONG, 30 septembre - 1er octobre 2016; et
- Participation à la Conférence de Paris sur le climat (COP 21), Paris, 30 novembre-12 décembre 2015.

9. Fédération Européenne des Centres de Recherche et d'Information sur le Sectarisme (FECRIS)

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

La Fédération Européenne des Centres de Recherche et d'Information sur le Sectarisme (FECRIS) compte 30 pays européens dont plusieurs pays de l'Est et 5 pays non européens: l'Argentine, l'Australie, Israël, les Etats-Unis et le Kazakhstan.

Objectifs

La FECRIS regroupe des associations européennes et internationales concernées par les organisations de type sectaire dont les comportements tendent à mettre les individus sous emprise et dont les pratiques sont contraires à la Déclaration universelle des Droits de l'homme, à la Convention internationale des Droits de l'Enfant, aux législations nationales et internationales. Ses buts sont d'informer les individus et d'alerter les gouvernements ainsi que de représenter les victimes devant les institutions internationales. Elle constitue un réseau d'information.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La FECRIS compte un représentant à Vienne, Autriche, à Genève, Suisse et à New-York, Etats-Unis. L'organisation suit toutes les sessions auxquelles elle a accès, concernant particulièrement la protection des enfants et des personnes âgées, l'éducation, le droit des femmes ainsi que les droits économiques et sociaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La fédération a assisté à toutes les sessions de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme à New York, au Sommet des Nations Unies sur le développement durable, New York, 25-27 septembre 2015, la célébration du 70ème Anniversaire des Nations Unies, 24 octobre 2015, et à la 6ème session du groupe de travail ouvert sur le vieillissement, New York, 14-16 juillet 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La fédération a soumis des déclarations aux sessions de la Commission du développement social en 2015, 2016 et 2017: [E/CN.5/2015/N60/6](#), [E/CN.5/2016/NGO61](#), [E/CN.5/2017/NGO/15](#). Elle a également soumis des déclarations aux sessions de la Commission de la condition de la femme les mêmes années: [E/CN.6/2015/NGO/224](#), [E/CN.6/2016/NGO/168](#), [E/CN.6/2017/NGO/16](#).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Chaque année, la FECRIS organise une réunion Conférence dans un de ses pays membres. Les dernières ont été tenues en Bulgarie et Belgique. Elle ne manque pas de promouvoir les valeurs de l'ONU et de réserver un volet dans ses rapports d'activités aux activités de l'ONU.

Les activités de la FECRIS sont transversales, et touchent beaucoup d'objectifs de l'ONU, les droits de enfants, les femmes, les personnes âgées, toutes concernées par l'emprise à caractère sectaire. Dans cet ordre d'idée elle a récemment ajouté la radicalisation à son volet de recherche.

10. Femmes Autochtones Du Quebec, Inc./Quebec Native Women, Inc.

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

L'association Femmes Autochtones Du Quebec, Inc. (FAQ) a été créée en 1968 avec pour mission de représenter et défendre les intérêts des femmes autochtones, de leur famille et de leur communauté à travers le Québec, Canada.

Objectifs

L'Association appuie les efforts des femmes autochtones dans l'amélioration de leurs conditions de vie par la promotion de la non-violence, de la justice, de l'égalité des droits et de la santé. L'Association soutient également les femmes dans leur engagement au sein de leur communauté.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à la promotion et la divulgation d'un pamphlet en anglais et en français sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Une représentante de l'organisation a également été formée en matière de santé sexuelle et de droits reproductifs à Genève, Suisse, en 2014.

L'organisation a participé à de nombreuses activités au niveau national qui sont en lien avec le travail des Nations Unies, notamment au Forum social des peuples à Ottawa, 21-24 août 2015; au 7ème congrès international des recherches féministes de la francophonie à Montréal, 24-28 août 2015; et au Forum social mondial, Montréal, 9-14 août 2016.

Des représentantes de l'organisation se sont rendues à Fribourg, Suisse, afin de présenter un document qui a été créé par FAQ sur la situation des femmes autochtones disparues et assassinées au Canada lors d'une conférence du réseau

DIALOG, 23-29 mars 2015. L'organisation a organisé des rassemblements pour les familles des femmes autochtones disparues et assassinées notamment au Québec, 23-26 avril 2015 et 27-30 octobre 2016. Un rassemblement pour soutenir les femmes autochtones qui avaient dénoncé la violence policière subie de la part des forces de l'état a aussi été mise sur pied par l'organisation, 19-22 octobre 2016.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la 12ème, 13ème et 15ème session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (UNPFII), à New York, Etats-Unis, 20-31 mai 2013, 12-23 mai 2014, et 9-13 mai 2016. Elle a aussi participé à la conférence internationale d'experts sur la thématique « Santé sexuelle et droits reproductifs : article 21, 22(1), 23 et 24 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones » à New York, 15-17 janvier 2014. FAQ a également pris part à la 59ème et 60ème session de la Commission sur la condition de la femme, New York, 9-13 mars 2015 et 14-24 mars 2016, ainsi qu'à l'école « Global Leadership School », New York, 20-25 avril 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation était à la 8ème rencontre continentale des femmes autochtones des Amériques au Guatemala, 16-20 novembre 2015. Elle a participé à différentes rencontres avec les femmes autochtones des Amériques (ENLACE Continental), notamment du 21 au 23 septembre 2014 à New York. Finalement, l'organisation fait partie de deux groupes de travail qui portent sur les travaux des Nations Unies, appelées la Coalition sur les droits des peuples autochtones, dont une est francophone et l'autre anglophone. Au moins 4 rencontres par années sont prévues par ces deux coalitions.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

En lien avec l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 3, une formation sur le leadership des femmes autochtones et la gouvernance a été donnée aux femmes des 10 nations membres de FAQ, juillet - novembre 2016. Pour ce faire, FAQ s'est rendu sur le terrain dans les communautés afin d'assurer une accessibilité à toutes pour cette formation. L'organisation a participé à de multiples conférences qui promeuvent l'OMD 3, notamment en tant que conférencière lors de la journée d'égalité entre les femmes et les hommes, à Ottawa, le 15 mai 2014. FAQ participe également au comité organisation des 12 jours d'action contre la violence qui ont lieu du 25 novembre au 6 décembre de chaque année (2013, 2014, 2015, 2016). FAQ participe chaque année à la marche mondiale des femmes et organise des événements pour la journée internationale des femmes, le 8 mars, et la journée internationale de l'élimination de la violence faite aux femmes, le 25 novembre.

Du 6 au 8 décembre, FAQ a participé au rassemblement national des femmes sages femmes en lien avec l'OMD 5. Le 1er décembre 2014, l'organisation a donné une conférence dans le cadre de la journée mondial du sida, en lien avec l'objectif du Millénaire 6. L'organisation a participé à la marche pancanadienne sur le climat, le 29 novembre 2014, en lien avec l'objectif du Millénaire 7.

11. Fondation pour la Promotion de la Santé et le Développement de la Recherche (FOREM)

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

La Fondation pour la Promotion de la Santé et le Développement de la Recherche (Forem) est une organisation algérienne à dimension nationale. Elle contribue au soulagement des couches les plus déshéritées.

Objectifs

Les actions de la Forem sont axées autour de trois objectifs: des actions humanitaires et de solidarité dont celles consacrées à soulager la souffrance des victimes de violence du terrorisme dont notamment les femmes et les enfants; des actions de prévention par l'information et la sensibilisation contre des fléaux sociaux que sont notamment le VIH/SIDA, le cancer, l'addiction aux drogues, le diabète, la malnutrition, la pollution de l'environnement; et des actions d'information, de formation et de recherche, en œuvrant à l'échelle nationale de manière régulière et quasi quotidienne.

Changements à signaler

L'Assemblée générale extraordinaire convoquée en 2012 a orienté les actions de la Forem vers les régions les plus déshéritées: Hauts Plateaux et Sahara.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Forem a développé des programmes suivant les lignes arrêtées par l'ONU :

- Lutte contre la pauvreté : programme national d'aide aux orphelins grâce auquel 8,000 enfants reçoivent \$360 par an pour couvrir leurs besoins éducatifs; aide apportée à 5,000 familles pauvres (Adrar, Relizane, Tissemsilt, Blida, Zemmouri, Biskra, Aurès, Skikda...) : paniers alimentaires et vêtements; distribution aux enfants malvoyants et aveugles des tablettes de braie, de calcul, des cannes... (Alger, Adrar, Tissemsilt, Tiaret, Ghardaïa, El Oued, Biskra, Jelfa et Laghouat); réalisation de fistules aux insuffisants rénaux d'Adrar pour pouvoir se faire dialyser; 2,000 Consultations et 800 interventions chirurgicales pour malades oculaires grâce à la mise en place d'une clinique ophtalmologique mobile.
- Education primaire universelle : Les 25 centres dispensent des cours d'alphabétisation en arabe au profit des femmes analphabètes et un apprentissage d'un métier pour les enfants exclus de l'école. La Forem dispose d'un Observatoire des droits de l'enfant qui a travaillé sur plusieurs dossiers : déperdition scolaire, violence à l'école, inclusion scolaire des handicapés, violences et disparitions. Elle a fait des propositions au Gouvernement pour la prévention des enlèvements avec un plan alerte-enlèvement lequel a été officiellement mis en place dans le pays le 20 novembre 2016.
- Egalité des sexes et autonomisation des femmes : La Forem accorde un intérêt particulier aux femmes rurales en leur organisant des ateliers de formation. Cette formation est cogérée avec le département de la formation professionnelle. Elle aboutit à une autonomisation des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a rencontré à Alger le représentant spécial des Nations Unies pour l'éducation le 31 janvier 2015. La Forem s'est entretenu avec le rapporteur spécial santé de l'ONU le 28 avril 2016 à Alger.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Forem a créé un conservatoire botanique et une banque de semences à Adrar, dans le Sud Algérien, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2015-2016. Elle a également participé aux activités du fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Alger.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Dans sa lutte contre la mortalité infantile, la Forem a mis en place chaque année un programme d'éducation sanitaire qui touche aussi bien les enfants que les mamans, par l'encouragement de l'allaitement maternel et la lutte contre les déséquilibres alimentaires, notamment l'obésité des enfants. Au plan national, elle a tenu une conférence autour du thème relatif à la cardiologie pédiatrique.

Contre la mortalité maternelle, la Forem poursuit ses actions de communication en direction des femmes en âge de procréer afin de réduire le risque de mortalité maternelle et d'améliorer la santé maternelle. Plusieurs journées d'études sont organisées par une section de sages femmes spécialisées. La Forem a aussi envoyé des équipes de gynécologues dans les wilayas de Tissemsilt, Adrar et Ghardaïa pour assurer des consultations et faire des interventions chirurgicales.

Contre l'infection VIH/SIDA, la Forem réalise des actions de sensibilisation dans de nombreux lycées, centres de formation et universités du pays, à travers le territoire national et également là où elle dispose de centres. En outre, des formations au profit des Imams ont été dispensées et ont rencontré beaucoup de succès.

L'organisation a mis plusieurs autres programmes en place, notamment contre la violence conjugale, familiale, dans les stades et à l'école; contre la drogue, avec 26 wilayas visitées; pour la culture de la paix avec les élèves; et des conférences sur la lutte contre le radicalisme.

12. Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

La Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (Ferdi) est un think-tank français sur le développement international. Ses travaux et son influence couvrent les domaines de l'efficacité du développement, du développement durable et de la gouvernance mondiale. La Ferdi analyse en particulier les questions liées aux financements international et national du développement, à l'intégration régionale, au changement climatique, aux migrations, au capital humain, aux pays les moins avancés (PMA), aux Objectifs du développement durable (ODD). La Fondation développe également des indicateurs innovants de développement et a récemment mis en ligne une plateforme de données caractérisant et mesurant la compétitivité des pays africains : l'observatoire

de la compétitivité durable. La Ferdi couvre en particulier les pays africains francophones et les PMA.

Objectifs

L'objectif de la Ferdi est de mettre les résultats d'une recherche rigoureuse au service des politiques de développement. La Fondation s'adresse pour cela aux institutions françaises, régionales et internationales du développement [Institutions des Nations unies, Banque africaine de développement, Commissions de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), Commission européenne, Ministère des affaires étrangères et du développement français ou Agence française de développement]. Par les documents qu'elle leur transmet, par ses interventions dans différents fora, la Ferdi véhicule ses messages pour influencer les grands débats du développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Ferdi travaille depuis de nombreuses années avec les Nations unies sur les PMA en particulier pour leur caractérisation et leur graduation. La Fondation a notamment contribué aux réflexions sur la définition de l'indice de vulnérabilité économique et a construit pour l'ONU les données rétrospectives pour cet indice. De plus, l'idée défendue par la Ferdi pour l'allocation de l'aide aux pays les plus vulnérables a été traduite dans une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies ([A/RES/67/221](#), §23). L'adoption de cette résolution fait suite à de nombreuses discussions au plus haut niveau. La Ferdi contribue par ailleurs aux évolutions du programme d'aide au commerce par diverses publications et participations à des réunions de travail de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des autres institutions impliquées.

Sur le thème du climat, la Ferdi alimente les réflexions à travers sa participation aux conférences Convention of Parties, les deux dernières étant la COP21 et COP22. A ces occasions, l'ouvrage « Vers une politique du climat réaliste et efficace » a été présenté et l'argument selon lequel les fonds pour l'adaptation devraient être alloués en priorité aux pays les plus vulnérables a été défendu.

Sur le volet des ODD, la Fondation se positionne d'une part sur des thématiques spécifiques (éducation, santé, mobilisation des ressources domestiques) et d'autre part sur les indicateurs de mesure de l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux événements suivants :

- Examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA, Antalya, Turquie, 27-29 mai 2016. La Ferdi a co-organisé trois événements parallèles;
- 3ème conférence des Nations unies sur le financement du développement, Addis Abeba, Ethiopie, 13-16 juillet 2015. La Ferdi a organisé un événement parallèle sur le thème des vulnérabilités;

- Convention of Parties COP22, United-Nations Climate Change Conference, Marrakech, Maroc, 10-15 novembre 2016. La Fondation a organisé trois événements parallèles;
- Convention of Parties COP21, United-Nations Climate Change Conference, Paris, France, 30 novembre – 12 décembre 2015. La Fondation a organisé trois événements parallèles; et
- 14ème Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), Nairobi, Kenya, 17-22 juillet 2016, pendant laquelle la Ferdi est intervenu lors d'un panel de discussion.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les principaux organes avec lesquels collabore la Ferdi sont :

- Le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA) et le Bureau du Haut Représentant des Nations unies pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement (OHRLLS), tous les deux sur les questions relatives aux PMA;
- Le Conseil économique et social des Nations Unies sur les PMA et les questions liées au financement du développement; et
- L'OMC pour les travaux sur l'aide au commerce.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

La Ferdi a concentré ses travaux sur les mesures d'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement, puis des ODD avec en particulier une nouvelle méthode permettant de prendre en compte la situation initiale des pays dans leur trajectoire d'atteinte des ODD. Les travaux de la fondation sur l'éducation, la santé et la démographie apportent également des contributions aux débats sur le sujet.

13. Fondation Surgir

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Créée en juin 2001, la Fondation Surgir poursuit exclusivement un but d'intérêt public.

Objectifs

La Fondation Surgir a pour but de défendre et secourir les filles ainsi que les femmes et leurs enfants victimes de toute forme de violences physiques, psychiques, sexuelles et sociales. Ses programmes prennent place en Suisse et au Moyen-Orient.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La fondation n'a pas pu participer autant qu'elle l'aurait souhaitée au travail du Conseil Economique et Social lors de cette période car elle s'est concentrée, conformément à son objectif de lutte contre les violences envers les femmes, sur le

développement de ses programmes à l'étranger. Un projet de panel prévu à la rentrée 2017 est à l'étude actuellement avec la République Démocratique du Congo.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La foundation a participé aux réunions suivantes :

- Groupe de travail du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la discrimination à l'égard des femmes, juin 2013 :
- 26ème session du Conseil des droits de l'homme, juin 2014. La foundation a participé à deux panels : « Lebanon religious leaders & civil society join to address violence against women & girls » et « The role of the UN in combatting caste-based violence and discrimination »;
- Geneva Peace Talks 2015 « Il est temps de faire la paix », organisé par Interpeace, l'ONU et la Geneva Peacebuilding Platform, septembre 2015;
- Healing the wounds of war : Rebuilding nations and generations with the power of forgiveness, organisé par Youth with a mission, novembre 2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

La Fondation Surgir a pris les initiatives suivantes :

- Conférence « Femmes dans les sociétés en transition : défis et priorités » pour faire entendre les voix des femmes engagées dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, pour renforcer les luttes par des liens de solidarité et enrichir les savoirs, Amman, Jordanie, mars 2013. Les pays représentés étaient le Maroc, Tunisie, Libye, Égypte, Irak, Yémen, République arabe syrienne, Bahreïn, Koweït, Jordanie, Etat de Palestine et Liban;
- Organisation d'une conférence de presse intitulée « Des femmes dans la guerre » avec des femmes yezidies d'Irak et de Syrie qui ont du fuir leur pays après s'être retrouvées au cœur des combats pour certaines, ou arrêtées par le régime syrien pour d'autres, Genève, Suisse, janvier 2015;
- Conférence « Les crimes commis au nom de l'honneur en Europe » au Centre International de Conférences de Genève (CICG), Suisse, sous le patronage de la Ville et du Canton de Genève et l'intervention de spécialistes européens sur cette thématique, en Allemagne, en Suède, aux Pays-Bas, au Royaume Uni et en Suisse, mars 2015. 140 professionnels de la santé, de la police, du social, de la justice, des représentants des autorités cantonales et fédérales, des représentants de l'ONU, des associations de défense des droits des femmes ont participé;
- Tournage d'un documentaire en Jordanie intitulé « Le cercle infernal des réfugiées syriennes » qui témoigne de la fuite de Syrie, des camps de réfugiés surchargés, du marchandage des êtres humains, et de l'insécurité permanente, mars 2016. Deux projections publiques suivies d'un débat ont été organisées à Genève et à Pully, Suisse;
- Appui juridique, social et psychologique des réfugiées syriennes en Jordanie, en partenariat avec Sisterhood is Global Institute/Jordan (SIGI.J), 2015-2016; et

- Centre de conseil pour les femmes victimes de violences en partenariat avec SAWA, Etat de Palestine, 2013-2016; et
- Réhabilitation des femmes emprisonnées pour être protégées du crime d'honneur, en partenariat avec SIGLIJ, Jordanie, 2013-2014.

14. Genève pour les droits de l'homme : formation internationale

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Genève pour les droits de l'homme : formation internationale (GDH) forme tous ceux qui oeuvrent dans les pays à la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle donne des Cours à Genève et dans les régions, Suisse.

Objectifs

Les objectifs de l'organisation sont : réaliser les droits, l'implémentation des recommandations des Nations Unies et enseigner leurs mécanismes, procédures et programmes. Les Cours portent sur le Conseil des droits de l'homme, ses mécanismes, procédures spéciales et l'Examen Périodique Universel (EPU), les organes des traités, et les mécanismes nationaux et régionaux. Les bénéficiaires sont les ONG, institutions nationales et diplomates.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant cette période, GDH a donné entre autres :

- 11 Cours de Genève (2-3 semaines) lors des sessions du Conseil des droits de l'homme (198 défenseurs formés);
- 12 Séminaires d'Experts sur : liberté religieuse, disparitions forcées (2), Entreprises et Droits humains (4), Conférence de Vienne, droit pénal international, peine de mort, peuples autochtones (2);
- 12 cours durant l'EPU; et
- Un Cours pour les diplomates Guinéens.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Durant cette période, GDH a formé 111 stagiaires (43 % provenant des régions), participant à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme, ses mécanismes, les organes de traités, et les consultations du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH). Organisation de formation, GDH ne prend pas la parole, mais apporte orientation, conseils aux ONG et diplomates, sans distinction.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

GDH coopère étroitement avec le HCDH. Elle a donné 4 cours du HCDH pour les institutions nationales et 4 cours pour les boursiers des minorités du HCDH. Les titulaires des procédures spéciales et membres des organes des traités sont les experts des Séminaires. GDH participe activement au Groupe de travail du Conseil des droits de l'homme sur l'accès des personnes handicapées. Les cours dans les

pays sont préparés avec les bureaux du HCDH et du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Pour GDH, les objectifs du Millénaire pour le développement et les Objectifs de développement durable sont au centre des droits de l'homme et de tous ses cours.

15. Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

L'Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding (ICP) est une ONG suisse avec des antennes locales au Maroc et en Tunisie, spécialisée dans la médiation, le dialogue et la consolidation de la paix en Afrique du Nord.

Objectifs

L'ICP vise à consolider la paix à une échelle individuelle, sociétale et internationale; promouvoir la transformation non-violente des conflits; renforcer une approche sensible aux conflits dans les projets de coopération et de développement; prévenir la violence; faciliter et accompagner les processus de réconciliation après la violence et la guerre; et promouvoir et développer des capacités en médiation, négociation et dialogue. L'ICP poursuit ces objectifs à but non-lucratif.

Changements à signaler

Après 10 années d'engagement, l'organisation a changé de stratégie et de nom : en 2016, l'ICP est devenu æ-Centre, avec une volonté affichée de concentrer ses ressources de manière plus ciblée à la fois thématiquement et régionalement en Afrique du Nord. Depuis 2015, les projets sont soutenus par le Département fédéral des affaires étrangères Suisse. En 2016, l'ICP est devenue membre de la FEDEVACO, association faîtière des ONG vaudoises de développement qui garantit un niveau élevé de qualité des projets de développement et une utilisation responsable des fonds publics consacrés à la coopération au développement.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ICP promeut les trois dimensions – économique, sociale et environnementale – du développement durable.

Les projets existants sont listés ci-dessous :

- Accompagnement d'un processus de dialogue sociétal concernant les tensions dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie, depuis 2016;
- Organisation depuis 2007 du « International Academy and Forum on Peace Mediation and Dialogue ». L'événement réunit chaque année une trentaine d'experts engagés dans nos domaines de compétences; et
- Projet pour l'institutionnalisation et la promotion de la médiation au Maroc afin de transformer les conflits miniers, depuis 2014.

Les projets terminés sont indiqués ci-dessous :

- Formation d’une centaine de médiateurs suisses à travers l’organisation d’un CAS accrédité par l’Université de Bâle, Genève, Suisse, 2007-2015;
- Accompagnement d’un dialogue sur le Haut-Karabakh, l’Azerbaïdjan, avec des représentants publiques et privés de l’Arménie, et le Haut-Karabakh, l’Azerbaïdjan, 2011-2016;
- Développement d’un « Master of Peace Studies » en coopération avec les universités de Bâle, Suisse, Belgrade, la République de Serbie, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, et Zagreb, Croatie, 2011-2015;
- Formation des représentants d’un ministère de défense sur la consolidation de la paix au Maghreb et dans le Sahel, en 2016; et
- Organisation du Forum international des bâtisseurs de la paix, en coopération avec Caux – Initiative et Changement, 2014 et 2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L’ICP a organisé une table ronde sur le thème “Dialogue and mediation in North Africa: Insights from the field” pendant le Geneva Peace Week 2016, Genève, 7 novembre 2016. Elle a participé activement au « 2016 United Nations Forum on Business and Human Rights » du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH), Genève, 14-16 novembre 2016. Elle a participé à la réunion bi-annuelle de Mr. Michael Møller, directeur général de l’Office des Nations Unies à Genève (UNOG) avec les ONG, Genève, 25 février 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L’ICP a échangé avec l’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) au Liban dans le cadre d’une future coopération. Elle a apporté son soutien dans l’identification d’un expert suisse pour l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO) afin de participer en tant que “jeune talent” au « Rendez-vous pour le dialogue Euro-Arabe » portant sur la prévention de l’extrémisme en 2016.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L’ICP est certifié EDUQUA, un certificat suisse de qualité pour les institutions de formation. A travers ses diverses formations, l’organisation contribue à l’Objectif de développement durable (ODD) 4. Dans toutes ses activités, elle veille à l’égalité des sexes et la promotion des femmes, contribuant ainsi à l’objectif 5. Par exemple, le projet de dialogue au Maroc a permis de créer une coopération de femmes.

Les projets concernant les conflits miniers au Maroc et en Tunisie, permettent non seulement le maintien et la création de place de travail, mais aussi la croissance économique à travers un meilleur fonctionnement d’une industrie essentielle pour l’économie, contribuant ainsi à l’objectif 8.

Les projets de l’organisation permettent de réduire des tensions et de transformer des conflits, parfois violents, entre différents acteurs des sociétés concernées. La promotion de la médiation permet d’offrir une approche nouvelle et alternative à la justice traditionnelle. Cela permet aussi de soulager les tribunaux, contribuant ainsi à l’objectif 16.